

L'an deux mille seize le huit février, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 08 FÉVRIER 2016**

**Date de convocation :** 02 février 2016

**Affiché le :** 11 février 2016

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 43 puis 44 à partir de la délibération n°2

**Nombre de votants :** 57 puis 58 à partir de la délibération n°2

**Nombre d'absents excusés :** 6 puis 5 à partir de la délibération n°2

**PRÉSENTS :** Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC à partir de la délibération n°2 Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Gérard ROLLAND - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : pouvoir Flassan : Michel JOUVE Gigondas : excusé Lafare : excusé La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : excusé Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : Serge BAS-GUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON à partir de la délibération n°17 - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°17 Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION :**

Luc REYNARD a donné procuration de vote à Nathalie REYNARD – Yvette GUIOU à Bruno GANDON – Pauline DREANO à Serge ANDRIEU – Bernard BOSSAN à Franck DUPAS – Peggy BERTOLUCCI à Francis ADOLPHE – Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN – Marie Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD – Antoine LAVAL à Gaby BEZERT - Guy GIRARD à Ghislain GRICOURT - Francis JULLIEN à Jean-Alain MAZAS – Dominique BODON à Bénédicte MARTIN - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER – Gilles VÈVE à Michèle PLANTADIS – Anne-Marie BARDET à Véronique BAUDIN – Bénédicte MARTIN à Dominique BODON à partir de la délibération n°17.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Christian GONNET – Karine GUEZ – Eric UGHETTO – Jean-Paul ANRES – Joseph BERNHARDT – Stéphane GAUBIAC pour la délibération n°1.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Michel JOUVE

**Délibération n°21-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet :** Fourrière animale : convention avec la SPA vaclusienne

**Conseil de communauté de la CoVe du 8 février 2016**

**Délibération n°21-16**

**Direction générale des services techniques - Service gestion des déchets**

**Objet : Fourrière animale : convention avec la SPA vaclusienne**

**Le Conseil de communauté,**

Vu le Code rural,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de politique animalière, définie comme la mise en place d'actions et de services de ramassage des animaux errants,

Vu les statuts de l'association Société Protectrice des Animaux vaclusienne,

Considérant le projet de convention relative à la prestation de fourrière des animaux errants capturés sur le territoire de la CoVe, avec la Société Protectrice des Animaux vaclusienne,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets du 21 janvier 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la gestion des déchets,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1 :** D'AUTORISER le président à signer la convention relative à la prestation de fourrière des animaux errants capturés sur le territoire de la CoVe, avec la Société Protectrice des Animaux vaclusienne, annexée à la présente délibération.

**Article 2 :** DE PRÉVOIR l'inscription au budget du coût du service rendu sur le fondement d'une participation pour l'année 2016 de 0,66418 € par habitant du territoire (70 258), révisable chaque année en fonction de l'indice INSEE « services » et de l'évolution de la population totale du territoire.

**Article 3 :** DE PRÉCISER que les crédits correspondants seront inscrits à l'article 0116281 du Budget Principal, Fonction 114.

Transmis en préfecture le : **11 FEV. 2016**

Publication par affichage le : **11 FEV. 2016**

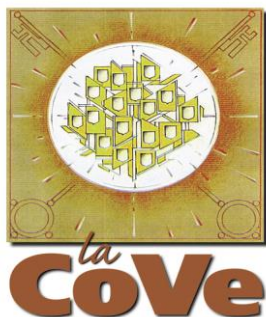
Exécutoire le : **11 FEV. 2016**

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Pour le président et par délégation,  
Le directeur général des services

Laurent MARTEAU

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 11/02/2016*



## CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA COVE ET LA SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX (SPA) DU PIGEOLET À L'ISLE SUR LA SORGUE, RELATIVE À LA GESTION DES ANIMAUX ERRANTS

Entre la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, sise 1171 avenue du Mont Ventoux à Carpentras, représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délibération du 8 février 2016,

Ci-après, dénommée la CoVe

D'une part

Et

La Société Protectrice des Animaux Vaclusienne (SPA), refuge et fourrière du petit Pigeolet, dont le siège social est domicilié, route de Fontaine de Vaucluse, 84800 L'Isle sur la Sorgue, représentée par son Président en exercice, Bernard THOMAS,

Ci-après dénommée la SPA

D'autre part,

Préambule :

Conformément à ces statuts et dans le cadre de sa politique animalière, la CoVe vient en soutien logistique aux communes membres pour la capture des animaux errants. La CoVe se substitue donc aux communes en contractualisant un partenariat avec la SPA Vaclusienne pour assurer un service de fourrière animale.

## **Article 1 : Objectifs fixés par la convention**

La convention a pour objet la gestion des animaux errants (chiens, chats et animaux de rente) capturés sur le territoire de chaque commune membre. Ces animaux seront amenés au refuge du petit Pigeolet à l'Isle sur la Sorgue par l'agent de la Communauté d'Agglomération habilité à leur capture, ou tout autre organisme mandaté par la CoVe.

Le refuge du Petit Pigeolet s'engage à recevoir les animaux conformément à la réglementation en vigueur figurant dans l'annexe ci-jointe, du lundi au samedi de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00. En dehors de ces heures de permanence, des boxes seront disponibles pour la remise des chiens errants. Dans ces cas de dépôt la procédure sera la suivante :

Une fiche descriptive sera obligatoirement déposée dans la boîte aux lettres, faisant mention de la commune de capture, de l'adresse de capture, de l'identité et des coordonnées de l'intervenant, du descriptif de l'animal (race, sexe, taille, couleur, tatouage) du numéro de box, du jour et de l'heure du dépôt.

Cette prise en charge devra faire l'objet ultérieurement d'une feuille d'entrée en double exemplaire (un pour la CoVe, un pour la SPA).

## **Article 2 : Engagements de la SPA Vaclusienne**

- **Animaux relevant du régime de la fourrière**

Soins des animaux capturés

Dès leur arrivée, les chiens et les chats sont placés sous la responsabilité de la SPA qui prend à sa charge :

- L'hébergement en fourrière ou en lieu de dépôt (pour les animaux saisis)
- La nourriture des animaux,
- Les soins vétérinaires,
- La vaccination si nécessaire,
- Le tatouage,
- La recherche du propriétaire,

- L'euthanasie éventuelle des animaux dangereux ou en état de misère physiologique après avis du vétérinaire de la S.P.A.

- **Animaux relevant du régime du lieu de dépôt**

- Les animaux susceptibles d'être dangereux ou ayant mordu
- Les animaux de propriétaires défaillants et se trouvant à l'abandon (hospitalisation, expulsions, incarcération, décès...)
- Les animaux de rente : ovins, caprins, équidés
- Les petits animaux de compagnie (furets, lapins, etc.)

Dans ces cas, à l'exception de ces derniers (petits animaux de compagnie) lorsqu'ils sont trouvés errants, le maire doit établir un arrêté de mise en dépôt, en application du code rural. L'arrêté doit mentionner le motif de la mise en dépôt, le lieu, les circonstances et l'identité du propriétaire, s'il y a lieu les mises en demeure dont celui-ci a fait l'objet.

Au préalable, la CoVe se renseignera auprès de la SPA sur la disponibilité des locaux destinés aux mises en quarantaine.

Il appartient au maire de la commune concernée de prononcer la mainlevée de la mise en dépôt, selon les cas de figure :

- dans les cas des chiens dangereux, selon la procédure du code rural il décidera de la restitution au maître ou de la cession au refuge,
- dans les cas des propriétaires défaillants : transfert en garde, reprise par le maître ou abandon,
- dans les cas d'animaux de rente : restitution au propriétaire ou cession au refuge.

Il est à noter que les communes qui auront recours à une mise en dépôt, devront s'acquitter des frais forfaitaires d'entrée et éventuellement, à défaut du maître, des frais de séjour jusqu'à la décision de mainlevée :

	Chiens/chats	Animaux de rente
Forfait d'admission (aux frais de la commune)	25 €	35 € (équidés : 45 €)
Séjour en lieu de dépôt (aux frais du propriétaire, ou à défaut au frais de la commune)	12 €/jour	17 €/jour
Contrôle mordeur et évaluation comportementale, prises de sang et prophylaxie (aux frais du propriétaire)		

- **Campagne de stérilisation des chats sans maître sur les communes membres**

La SPA est également amenée à organiser en lien avec la CoVe des campagnes de stérilisation consistant à capturer des chats non identifiés, vivant en groupe dans des lieux publics, afin de les stériliser, avant de les relâcher sur les sites de capture. Ces interventions s'effectueront dans le cadre légal de l'article du Code Rural (art.L211-27).

- **Transmission d'un relevé mensuel des propriétaires ayant récupéré les animaux capturés par la CoVe**

Dans le cadre du recouvrement partiel des frais encourus pour la capture des animaux, la CoVe recevra un relevé mensuel des coordonnées des propriétaires ayant récupéré les animaux capturés par ses soins, afin d'émettre les titres de recette correspondant aux frais engagés par ses services.

### **Article 3 : Engagement de la Communauté d'Agglomération**

La Communauté d'agglomération s'engage à respecter les procédures réglementaires liées à la capture des animaux, conformément aux consignes prescrites par la SPA dans l'annexe 1.

En contrepartie des services apportés par la Société Protectrice des Animaux, la CoVe versera une redevance par habitant.

Le montant de la participation financière annuelle fixé pour 2016 est de 0,66418 € par habitant.

Le nombre d'habitants retenu pour le calcul sera celui de la population légale totale des communes membres, déterminé chaque année par publication au journal officiel. Á titre d'information, le nombre d'habitants est de 70 258 au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le montant de la participation forfaitaire sera modifié chaque année suivant l'évolution de l'indice INSEE "services" France entière (indice de référence : mois de novembre).

### **Article 4 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

## **Article 5 : Résiliation**

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 6 : Règlement des litiges**

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. À défaut de quoi le Tribunal administratif de Nîmes sera seul compétent.

Fait à Carpentras le

Le Président de la CoVe

Le Président de la SPA Vauclusienne

Francis ADOLPHE

Bernard THOMAS

## Annexe



### PROTOCOLE D'ADMISSION DES ANIMAUX EN FOURRIERE ET EN DEPOT

#### ANIMAUX RELEVANT DU REGIME DE LA **FOURRIERE**

- 1) Vérifier si l'animal est identifié (puce ou tatouage)

S'il est identifié, contacter le refuge de l'Isle-sur-la-Sorgue.

Référent pour le bureau de la fourrière : Mme Béatrice Raynaud

ligne directe 04.90.38.96.30

Le bureau de la fourrière peut faire la recherche de l'identification, avec coordonnées du propriétaire, et effectuer la déclaration.

S'il n'est pas identifié, amener l'animal au refuge de L'Isle-sur-la-Sorgue aux jours et heures d'ouverture (8h30-12h ; 14h-17h30, du lundi au vendredi). En dehors de ces horaires, contacter au préalable le même référent du bureau de la fourrière.

Si l'animal est blessé ou accidenté, l'amener dans un cabinet vétérinaire libéral pour effectuer les soins d'urgence : premiers soins, désinfection, pansements, etc., et si suspicion de fracture radiographie. Les frais vétérinaires sont à la charge de la collectivité, sauf à les récupérer directement auprès du propriétaire de l'animal, ou sauf si celui se manifeste directement auprès du vétérinaire.

La suite des soins et traitements est assurée par le vétérinaire du refuge à l'admission de l'animal.

Après avoir reçu les soins d'urgence, l'animal sera dirigé vers le refuge, accompagné d'une fiche de liaison précisant l'endroit où il a été trouvé, et des justificatifs vétérinaires (ordonnance, radio, médicaments, etc.)

- 2) L'animal arrive au refuge-fourrière : il est enregistré au bureau-des entrées de fourrière à partir des éléments fournis par le transporteur d'où la nécessité de fournir l'adresse précise du lieu où l'animal a été trouvé, y compris s'il l'a été par les Pompiers et s'il est passé par une clinique vétérinaire. Cette précision facilite amplement les recherches.

- 3) Délais de fourrière :

Le Code Rural précise qu'un propriétaire d'animal trouvé errant et mis en fourrière dispose d'un délai de 8 jours francs et ouvrés (soit 10 jours) pour pouvoir récupérer son animal ; passé ce délai l'animal est considéré comme abandonné, et pourra être transféré dans la partie Refuge et être proposé à l'adoption.

- 4) Le bureau de la fourrière met en place tous moyens pour tenter de retrouver les propriétaires d'animaux recueillis ; mais il est bon de rappeler qu'il appartient également (surtout) aux maîtres de se manifester et de signaler la perte de leur animal.

- 5) Les feuilles d'entrée des animaux en fourrière doivent être transmises en mairie pour être affichées et portées à la connaissance du public



## **ANIMAUX RELEVANT DU REGIME DU LIEU DE DEPOT**

Il s'agit

- 1) des animaux autres que les chiens et les chats, à l'exclusion des animaux de la faune sauvage : ovins, caprins, équidés, petits animaux de compagnie (furets, lapins, etc.)
- 2) des animaux (chiens ou chats) susceptibles d'être dangereux ou ayant mordu (sans possibilité de garde par le maître)
- 3) des animaux de propriétaires défaillants et se trouvant à l'abandon : hospitalisations, expulsions, incarcérations, décès, abandons subits, etc.

Nécessité de réunir le maximum d'informations, faire une enquête de voisinage, famille, etc. Vérifier si l'animal est identifié : puce, tatouage, boucle, ; s'il nécessite des soins d'urgence

Le maire doit établir un arrêté de mise en dépôt (suivant la procédure du Code Rural pour les chiens dangereux, et sur le même type pour les autres cas de figure. L'arrêté doit mentionner le motif, le lieu, les circonstances, l'identité du propriétaire.

Amener les animaux au refuge ; si possible, prévenir au préalable ; prévenir impérativement au préalable pour des animaux de rente (ovins, équidés, caprins) si aucune possibilité de maintien provisoire sur place, car obligation de mise en local de quarantaine.

Dans ces procédures, le maire effectuera une mainlevée :

- dans le cas des chiens dangereux, selon la procédure prévue par le Code Rural : restitution au maître ou cession au refuge
- dans les cas des propriétaires défaillants : transfert en garde, ou abandon
- dans le cas des animaux de rente : restitution au propriétaire ou cession au refuge

## **CHATS SANS MAITRE, VIVANT EN GROUPE, NON SOCIABILISES**

L'article L 211-27 du Code Rural autorise le maire à procéder à des campagnes de stérilisation des chats errants, et l'arrêté du 3 avril 2014 (annexe II, chapitre V) ajoute que ces animaux ne peuvent être conduits en fourrière que dans la mesure où le programme d'identification et de stérilisation prévu à l'article L 211-27 ne peut être mis en œuvre.

C'est pourquoi, la SPA Vauclusienne a mis en place avec le concours des communes, des campagnes systématiques de stérilisation des chats errants, préalablement à leur maintien sur place, avec identification et suivi sanitaire.

La CoVe intervient pour les captures, transports chez des vétérinaires ou au cabinet vétérinaire du refuge, et remises sur lieux habituels, selon contacts établis avec la SPA.

Référent SPA : Service des interventions – Mlle Eloïse Hidrio

Ligne directe : 04.90.38.96.35 ou standard 04.90.38.07.89

Prendre impérativement l'attache du Service des interventions avant toute intervention de capture ou de transport :

- 1) Le Service d'interventions ouvre un dossier et fait remplir une fiche de renseignements au nourricier, d'où nécessité de transmettre l'identité de celui-ci/ ou lui dire de se manifester auprès de la SPA
- 2) Le même service délivre les bons d'engagement chez les vétérinaires, qui comportent le numéro à tatouer dans l'oreille gauche du chat